MEDIAPART

SUR LES ROUTES DU TRIANGLE DU LITHIUM (1/3) REPORTAGE

En Argentine, le lithium ronge la province de Salta

L'exploitation du lithium, souvent présenté comme un matériau d'avenir, détruit les écosystèmes et les communautés locales. Parmi les principaux producteurs figurent trois pays andins, l'Argentine, le Chili et la Bolivie. Première étape de notre voyage dans la province de Salta.

Yasna Mussa

24 août 2022 à 10h53

Province de Salta (Argentine).– Une camionnette 4x4 rouge est garée devant le siège de la communauté d'Olacapato. Nous sommes en Argentine, dans la province de Salta, à 61 kilomètres de San Antonio de los Cobres, soit deux heures de route par le seul itinéraire possible : un chemin de gravier où l'on ressent physiquement les 4 500 mètres d'altitude. C'est par là que descend Clara Acoria, qui appartient au peuple autochtone colla et vient d'être élue cacique de son village.

Avec les provinces de Jujuy et de Catamarca, Olacapato est l'un des territoires argentins où se trouvent les principaux déserts de sel (*salares* en espagnol) d'où est extrait depuis plus de 20 ans le lithium, métal nécessaire à la fabrication des batteries destinées aux téléphones portables, ordinateurs, vélos et voitures électriques.

De Salinas Grandes (au nord) au *salar* del Hombre Muerto (au sud), cette région a exporté environ 30 000 tonnes de lithium en 2021, pour un montant de près de 196 millions d'euros, principalement vers les États-Unis, le Japon, la Chine et la Corée du Sud. Si elle exporte moins que l'Australie et le Chili, l'Argentine possède l'une des plus grandes réserves au monde de ce métal : environ 17 millions de tonnes. Deux sites sont en activité, sept en voie de production et quarante-trois en cours d'exploration.

Fresque contre l'extraction du lithium dans le « salar » Salinas Grandes, dans la province de Jujuy, en Argentine. © Photo Yasna Mussa pour Mediapart

Clara Acoria est consciente de la richesse de son territoire. À seulement 25 ans, elle vient d'accepter la direction de sa communauté. Mais elle garde les pieds sur terre. Elle précise d'emblée qu'elle ne voit pas d'un bon œil l'exploitation minière. Cependant, ajoute-t-elle, les 400 habitant·es d'Olacapato sont bien obligé·es de trouver des solutions pour des services de base que l'État n'est pas en mesure d'assurer.

« *Il y a des missions que le gouvernement devrait assumer, et il ne le fait pas* », dit-elle, avant de détailler la situation de précarité dans laquelle vit son peuple : une seule salle de classe pour les élèves du primaire et du secondaire et aucune école technique ; aucun accès à la nourriture (dont le prix a augmenté pendant la pandémie) ; aucun signal téléphonique ou internet ; la route qui les relie aux villes les plus proches n'est pas asphaltée ; ils n'ont ni électricité, ni station d'épuration des eaux, ni ambulance.

© Infographie Mediapart

C'est pour cette dernière raison, poursuit-elle, que le village a accepté l'argent d'une compagnie minière qui lui a permis d'acheter le pick-up qu'elle conduit cet après-midi. Grâce au véhicule, la communauté peut désormais gérer les urgences, transporter les malades à l'hôpital le plus proche, à deux heures de route, ou de la nourriture.

S'il n'y avait pas le Punto Digital (« point numérique »), centre communautaire où se réunissent habitantes et habitants l'après-midi et qui dispose d'un point wifi gratuit, Olacapato n'aurait aucun moyen de communiquer par téléphone.

Juste avant d'atteindre le village, une drôle de réalité se dévoile brutalement : sur le bord de la route apparaît le parc de Cauchari, une centrale photovoltaïque qui compte près d'un million de panneaux solaires. De loin, avec son reflet bleu, elle ressemble à une immense lagune au milieu de collines désertiques. Bien que située à quelques mètres seulement d'Olacapato, la centrale ne lui fournit aucun service, alors que les habitant·es du village n'ont pas l'électricité et utilisent des panneaux et des générateurs pour éclairer leurs maisons.

Malgré la proximité, il existe une ligne invisible : la frontière entre deux provinces. Olacapato dépend de Salta, alors que le parc solaire de Cauchari est situé dans la province de Jujuy, d'où cette situation kafkaïenne. Mais Clara Acoria a de plus gros soucis : elle craint que villageoises et villageois ne soient expropriés un jour de leurs terres, car personne ne possède de titre de propriété.

Accompagnement juridique

C'est le genre de situations auxquelles est confrontée Pía Marchegiani, qui travaille pour l'ONG argentine Fundación Ambiente y Recursos naturales (Fondation Environnement et ressources naturelles, Farn), dont le rôle est d'améliorer la politique environnementale liée aux décisions de développement. Elle accompagne depuis plus de dix ans les communautés autochtones, notamment à Salinas Grandes, dans la défense de leur territoire et leur résistance à l'installation d'une mine de lithium.

Pía Marchegiani a pu constater l'abandon de ces zones lors de ses enquêtes de terrain. Elle confirme que certaines communautés près du désert de sel n'ont pas accès à l'eau potable. Elles dépendent d'un camion-citerne de la province. Selon elle, ces difficultés d'accès aux ressources fondamentales les rendent vulnérables. Et les poussent à « négocier » leurs propres droits.

« La base est que l'État vous garantit l'éducation, la santé, l'eau potable. Mais il ne faut pas juger ce que font les communautés, car dans de nombreux cas, elles reconnaissent qu'elles ont des problèmes de moyens, qu'elles ne connaissent pas les impacts, qu'elles ne connaissent pas leurs droits, qu'elles ne savent pas ce qu'elles doivent demander, et de nombreuses dirigeantes et dirigeants communautaires reconnaissent ne pas disposer de personnel pour les conseiller », explique l'avocate.

C'est cette lacune qu'elle tente de combler. Elle accompagne les mobilisations sociales, travaille sur les aspects juridiques liés aux droits des communautés et les guide dans les processus juridiques.

Fin 2019, elle a porté plainte auprès de la Cour suprême de justice, avec les communautés de Salinas Grandes, contre les provinces de Salta et de Jujuy, pour l'impact environnemental de certains projets. L'action vise à obtenir une évaluation qui tienne compte des caractéristiques des déserts de sel en tant que zones humides.

« Aujourd'hui, l'exploitation minière en Argentine est conçue pour d'autres types d'écosystèmes et n'a pas vraiment de perspective écosystémique, mais plutôt une perspective de politique administrative basée sur un permis d'exploitation. Nous essayons donc d'apporter une perspective environnementale avec cette prise en compte écosystémique au processus décisionnel », explique-t-elle.

Les sociétés minières sont présentes dans la commune de Susques. © Photo Yasna Mussa pour Mediapart

La directrice de la politique environnementale de la Farn affirme que l'Argentine est beaucoup plus ouverte aux investissements que le Chili et la Bolivie, cherchant même à attirer des multinationales étrangères pour exploiter les ressources en lithium. *« L'Argentine a un système très libéral : toute personne intéressée peut trouver un gisement de lithium et entamer toute la procédure administrative pour l'exploiter. Et le processus d'examen de l'impact environnemental est très réduit »*, explique Pía Marchegiani.

« Nous ne verrons jamais de voiture électrique. Je ne peux pas l'imaginer. Je ne peux pas non plus imaginer que la faim disparaîtra en Amérique latine, même si nous disposons de toute la nourriture dont nous avons besoin », dit Olga Copa, une enseignante à la retraite de San Antonio de los Cobres.

Il est midi dans un café du centre de la ville de Salta. Olga Copa se remémore son enfance avec son père cheminot, bien avant qu'ils n'entendent pour la première fois le mot « lithium ». Avec lui, elle a eu l'occasion de voyager en train dans toute la *puna* argentine, ces hauts plateaux andins du nord-ouest du pays.

Aujourd'hui, à San Antonio de los Cobres, il ne reste plus qu'une gare et un train destiné aux touristes, le *Tren a las nubes* (« Train des nuages »), qui parcourt 22 kilomètres pour que les visiteurs et visiteuses puissent prendre des photos.

> Ici, tous les chemins professionnels mènent au lithium.

Avant la privatisation imposée par Carlos Menem, président de 1989 à 1999, le chemin de fer permettait de se déplacer à peu de frais et sans risque – en voiture, il est parfois compliqué de traverser des routes à moitié construites et dont le franchissement dépend de rivières rebelles. Il permettait aussi de transporter les produits de première nécessité, de faciliter le commerce et les échanges. C'était une époque où des villes comme San Antonio de los Cobres ou Purmamarca, dans la province de Jujuy, n'avaient pas le sentiment d'être abandonnées par l'État.

Le fils unique d'Olga Copa a étudié la mécatronique, une discipline qui, comme son nom l'indique, mêle la mécanique et l'électronique. Il a dû quitter San Antonio de los Cobres pour travailler dans une entreprise automobile à Salta, mais sa mère ne s'en plaint pas. Elle ne veut pas qu'il travaille dans le secteur du lithium, en raison des conséquences négatives que celui-ci entraîne pour la région. De plus, souligne-t-elle, les sociétés minières profitent des ressources naturelles de la province, alors même que sa communauté n'a pas accès à un hôpital disposant de suffisamment de médicaments et de spécialistes pour soigner toute la population.

« Quand on voit chaque jour les millions de dollars ou d'euros qui sortent des entrailles de nos montagnes… », déplore-t-elle.

Mais ici, tous les chemins professionnels mènent au lithium. De nombreux habitants de San Antonio de los Cobres ont orienté leurs activités vers la prestation de services aux mines. Ils ont créé la Chambre des prestataires de services miniers, qui fournit des services de restauration et de blanchisserie, entre autres.

Un mannequin avec un casque de la compagnie minière Powerchina et le visage de Donald Trump dans le « salar » de Olaroz, dans la province de Jujuy. © Photo Yasna Mussa pour Mediapart

Alfredo Casimiro est commerçant, propriétaire d'un petit café-magasin. Mais la passion de sa vie, c'est sa culture, et son identité en tant que membre du peuple atacama. À 51 ans, il appartient au Conseil de participation autochtone et représente ce peuple auprès de l'État. Il se souvient de l'époque où les communautés vivaient de l'agriculture et de l'élevage, avant que les entreprises de lithium ne s'installent.

Selon Alfredo Casimiro, il y a plus de dix ans, le peuple colla a été déplacé par la compagnie minière Eramine, filiale du groupe français Eramet, qui a commencé à travailler dans les salines de Centenario-Ratones. En 2021, elle a annoncé un partenariat avec une entreprise chinoise pour un montant de près de 580 millions d'euros afin de construire une usine de production de carbonate de lithium, qui sera opérationnelle en 2024.

Un partenariat public-privé franco-argentin

Le projet a enthousiasmé le gouvernement argentin, puisque le président Alberto Fernández a convenu avec son homologue Emmanuel Macron, lors de sa visite en France en mai 2021, de promouvoir un partenariat public-privé pour réactiver le projet Eramet.

Ne se sentant pas protégées par l'État et exclues des négociations entre les gouvernements et les entreprises étrangères, 33 communautés de Jujuy et de Salta ont décidé de déposer un recours afin d'obtenir la consultation préalable prévue par la convention 169 de l'Organisation internationale du travail relative aux peuples indigènes et tribaux, explique Alfredo Casimiro.

leurs représentants se sont rendus à Buenos Aires, ont assisté à une audience, mais la Cour suprême s'est déclarée incompétente. Ils ne se sont pas résignés pour autant. Ils ont décidé en 2016 de porter plainte contre l'État argentin auprès de la Commission interaméricaine des droits humains.

Ce coin du nord de l'Argentine est l'un des trois points qui forment le triangle du lithium. L'Argentine vient d'annoncer, en compagnie de ses voisins chilien et bolivien, qu'elle allait élaborer une stratégie de gouvernance commune. La localité de Susques, située à quelque 3 900 mètres d'altitude dans la *puna* argentine, semble vivre uniquement pour l'exploitation minière.

Des capitaux chinois, canadiens, australiens…

Des camions marqués du logo des compagnies minières circulent dans les rues de terre et de pierre. Le centre social où se déroule l'entretien avec la présidente de la communauté, Luisa Jorge, a été construit grâce aux contributions de Sales de Jujuy, selon une plaque apposée à l'entrée du bâtiment. Cette société minière a été fondée en 2010 en tant qu'opérateur du projet de coentreprise Olaroz, qui réunit l'entreprise australienne Orocobre Limited, la japonaise Toyota Tsusho Corporation et la société d'État provinciale Jujuy Energía y Minería Sociedad del Estado pour exploiter le lithium dans les salines d'Olaroz, juste à la frontière avec le Chili.

À proximité, dans le *salar* d'Olaroz-Cauchari, se trouve Minera Exar, une entreprise multinationale à capitaux chinois (Ganfeng Lithium) et canadiens (Lithium Americas Corp), dénoncée en 2020 par les communautés autochtones d'Atacama. Elle avait refusé de fermer en pleine urgence sanitaire, mettant en danger les travailleurs et travailleuses, leurs familles et les habitant·es de ce territoire.

Alors que nous nous rendions à l'usine de production de carbonate de lithium, deux camionnettes de sécurité nous ont interceptés, nous interdisant de prendre des photos, alors que nous nous trouvions sur la voie publique. Miguel

Angel Persoglia, directeur général de l'ingénierie chez Minera Exar, a refusé de répondre aux questions de Mediapart.

Dans ce contexte de conflit permanent, Luisa Jorge a pris la tête de sa communauté en novembre 2021 et nous assure que son peuple est favorable à l'exploitation minière. Elle minimise les manifestations de ces dernières années rapportées régulièrement par les médias. En mars dernier, par exemple, plusieurs communautés de la *puna* de Jujuy ont monté des tentes et campé sur leurs terres communautaires du site de Tanques, pour dénoncer l'installation sans leur accord par Minerales Australes de machines d'extraction du lithium.

Le seul problème que relève Luisa Jorge est celui des compagnies minières qui ne veulent pas apporter d'argent ou construire des infrastructures pour compenser l'absence de l'État. Lorsqu'elles le font, note-t-elle, cela permet de créer des emplois. *« Ceux qui ont protesté ne sont qu'une minorité, et eux-mêmes ou leurs enfants ont travaillé dans les mines, donc je ne sais pas pourquoi ils protestent. »*

« Ce qui me préoccupe, c'est que nous puissions négocier au mieux, comme le fait le Chili », poursuit-elle, tout en se disant admirative des communautés qui ont réussi à obtenir des sommes importantes, en milliers de dollars, du secteur minier.

Le gouverneur de la province de Jujuy, Gerardo Morales, a, lui aussi, choisi son camp. *« Celui qui n'investit pas dans le développement de l'énergie solaire, du lithium et de la mobilité électrique dans 25 ou 30 ans sera laissé de côté, car le monde prend une direction différente et change de logiciel en matière énergétique, d'où l'augmentation de la demande en lithium*, a-t-il déclaré en mai dernier lors d'une conférence. *Même Elon Musk a l'idée qu'il doit s'impliquer dans le lithium. »* Quitte à sacrifier les populations autochtones et l'écosystème.

Yasna Mussa

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Stéphane Alliès et Carine Fouteau

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP : 1224Y90071

N° ISSN : 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdron, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

Rédaction et administration : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Propriétaire, éditeur, imprimeur : Société Editrice de Mediapart

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.